

Vénézuela - Déclaration de la haute représentante, au nom de l'UE, sur l'évolution récente de la situation

(Bruxelles, 26 janvier 2018)

L'Union européenne condamne fermement la décision des autorités vénézuéliennes de déclarer l'ambassadeur d'Espagne à Caracas persona non grata et exprime sa pleine solidarité avec l'Espagne. L'UE rappelle que, dans le domaine de la politique étrangère, ses décisions sont prises à l'unanimité. Nous demandons que le Venezuela revienne sur cette décision car elle nuit à nos relations.

En ce qui concerne la décision d'organiser un scrutin présidentiel prise récemment par l'assemblée nationale constituante, que l'UE ne reconnaît pas, nous regrettons profondément qu'elle soit intervenue en dehors du cadre du dialogue national. La tenue d'un scrutin devrait reposer sur un calendrier électoral viable, arrêté dans le cadre du dialogue national en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés et des partis politiques, lesquels devraient tous assumer leurs responsabilités. Le respect de conditions de participation équitables, justes et transparentes, y compris la levée des interdictions pesant sur les opposants politiques, une composition équilibrée du conseil national électoral et l'existence de garanties suffisantes, passant notamment par un mécanisme d'observation international indépendant, constituent le seul moyen de rétablir la confiance du peuple vénézuélien vis-à-vis du processus électoral et d'éviter une polarisation plus forte encore.

Dans ce contexte, l'UE déplore également la décision prise récemment par la cour suprême d'exclure la MUD du scrutin présidentiel, qui représente une nouvelle violation grave du principe d'élections équitables.

Seul le peuple vénézuélien peut déterminer l'avenir du pays. L'Union européenne réaffirme qu'il faut qu'une solution négociée et pacifique soit apportée à la crise au Venezuela, sur la base d'un scrutin crédible, de la reconnaissance et du respect du rôle et de l'indépendance de toutes les institutions élues démocratiquement, notamment l'assemblée nationale, de la libération de tous les prisonniers politiques et de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

L'UE continuera à suivre la situation et se tient prête à prendre des mesures appropriées à la lumière des développements. Elle continuera à faire usage de tous les instruments à sa disposition pour contribuer à la recherche de solutions communes démocratiques susceptibles d'apporter la stabilité politique et de permettre au pays de répondre aux besoins pressants de la population, durement touchée par la crise actuelle./.